

**34^{es} RENCONTRES
ANNUELLES**

PANORAMA FISCAL

2026/2027

Lundi 25, mardi 26 et
mercredi 27 janvier 2027

HÔTEL MARRIOTT CHAMPS-ÉLYSÉES – PARIS
OU EN DISTANCIEL



10%
DE RÉDUCTION HT

POUR TOUTE INSCRIPTION
REÇUE AVANT LE 27/11/2026
(REDUC10)



Une attestation vous sera remise
validant 21 heures de formation

**Suivez l'évolution
de ce programme**



www.efe.fr



Une conférence tournée
vers la pratique



Intervenants de grande qualité
qui n'hésitent pas à faire part
de leur analyse



Toujours au niveau de mes
attentes

**34^{es} RENCONTRES
ANNUELLES**

PANORAMA FISCAL

2026/2027

Lundi 25, mardi 26 et
mercredi 27 janvier 2027

HÔTEL MARRIOTT CHAMPS-ÉLYSÉES – PARIS
OU EN DISTANCIEL

10%**DE RÉDUCTION HT**

POUR TOUTE INSCRIPTION
REÇUE AVANT LE 27/11/2026
(REDUC10)

FORMATION
HOMOLOGUÉE



Une attestation vous sera remise
valant 21 heures de formation

Suivez l'évolution
de ce programme



www.efe.fr

“ Une conférence tournée
vers la pratique

“ Intervenants de grande qualité
qui n'hésitent pas à faire part
de leur analyse

“ Toujours au niveau de mes
attentes

PANORAMA FISCAL 2026/2027



Alain BARBOT

Responsable de
l'Offre
Membre de l'IACF
abarbot@efe.fr

Réformes législatives, jurisprudences structurantes, nouvelles doctrines administratives, évolutions européennes... **la fiscalité se transforme à un rythme qui impose plus que jamais anticipation et maîtrise des risques.**

Pour ouvrir l'année 2027, EFE vous propose ses traditionnelles et indispensables **journées consacrées à l'actualité fiscale**, conçues pour décrypter les évolutions les plus récentes et mesurer immédiatement leurs conséquences sur vos pratiques.

Venez bénéficier de la **confrontation des analyses de membres éminents du Conseil d'État avec celles d'avocats fiscalistes issus des commissions spécialisées de l'IACF, notre partenaire**. Fiscalité internationale, TVA, fiscalité des entreprises, contrôle et contentieux, fiscalité immobilière et fiscalité patrimoniale seront ainsi examinés à la lumière des dernières évolutions législatives, doctrinales et jurisprudentielles. Ces regards croisés permettront d'aller au-delà de l'actualité immédiate pour en **mesurer la portée, identifier les zones de vigilance et anticiper ses conséquences pratiques.**

Je vous donne rendez-vous les **lundi 25, mardi 26 et mercredi 27 janvier 2027** pour trois jours d'analyses, d'échanges et de partages dans l'hôtel Marriott des Champs-Élysées et à distance avec notre captation synchrone et interactive !

POUR QUI ?

- Fiscalistes
- Avocats et conseils
- Responsables juridiques et fiscaux
- Directeurs fiscaux
- Directeurs administratifs et financiers
- Directeurs et secrétaires généraux
- Responsables comptables et experts-comptables
- Notaires
- Gestionnaires de patrimoine

POURQUOI ?

- Bénéficier des commentaires de la **loi de finances pour 2027 et des dernières doctrines administratives par les membres du Conseil d'État et des praticiens de renom membres des Commissions de l'IACF**
- Faire le point sur **les évolutions jurisprudentielles du Conseil d'État, de la Cour de cassation et de la Cour de Justice de l'Union Européenne** dans l'ensemble des domaines de la fiscalité
- Maîtriser **les évolutions de la fiscalité interne et internationale qui impactent vos pratiques**

COMMENT ?

- Ces journées sont organisées **sous forme de tables rondes réunissant les meilleurs spécialistes dans leur domaine de compétence** : conseillers d'État, directeurs fiscaux et avocats fiscalistes
- **Ces 34^{es} rencontres annuelles sont conçues sous forme interactive** : vous avez la possibilité de réagir et de poser des questions aux intervenants à tout moment et ce en présentiel ou à distance
- **Une documentation exhaustive** reprenant l'ensemble des présentations vous sera remise en début de conférence



LES ACQUIS

- **Mettre en place des schémas fiscaux sécurisés** qui tiennent compte de l'actualité fiscale législative et jurisprudentielle de l'année écoulée
- **Maîtriser les dernières réformes fiscales** issues de la loi de finances pour 2027
- **Limiter et anticiper les risques de redressements** en fiscalité interne directe, en fiscalité internationale, en fiscalité immobilière, en fiscalité patrimoniale et en TVA

DÉROULEMENT DES JOURNÉES

- Accueil des participants : 8h30
- Ouverture des débats : 9h
- Café - Networking à 10h30
- Déjeuner à 13h
- Café - Networking à 15h45
- Clôtures des journées



MARRIOTT



HÔTEL MARRIOTT CHAMPS-ÉLYSÉES

70 avenue des Champs-Élysées - Paris 8^e

Note de satisfaction



4,6/5



*Passionnant, enrichissant,
une nécessité annuelle*



Incontournable



*Des intervenants passionnés
et passionnant*

LUNDI 25 JANVIER 2027

FISCALITÉ INTERNATIONALE

9H-13H



MATINÉE PRÉSIDÉE PAR :



Philippe MARTIN
Président (H) de section
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE DE :



Magali DELAIRE
Group Tax Vice President
BUREAU VERITAS



Bastien LIGNEREUX
Maître des Requêtes, rapporteur public
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LES AVOCATS MEMBRES DE LA COMMISSION FISCALITÉ INTERNATIONALE DE L'IACF



Loi de finances pour 2027

BOI-INT-DG-20-30-10 et BOI-SJ-RES-20-10 du 15 avril 2026 : mise à jour de la doctrine sur les procédures amiables et les accords préalables en matière de prix de transfert

Actualisation de la liste française des États et Territoires Non Coopératifs

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- La clause de non-discrimination permet-elle une intégration horizontale dans le cadre franco-suisse ? CE 8^e et 3^e ch. du 20 janvier 2026 n° 493939, SAS Liebherr-Aerospace et Transportation
- Un montage financier avec déduction d'intérêts en France et localisation de produits au Luxembourg est-il constitutif d'un abus de droit ? CE 8^e et 3^e ch. du 12 mars 2026, n° 492888, BNP Paribas

- Société de capitaux ou de personnes : un prêt gratuit d'un logement à un associé d'une Private company limited by shares de droit britannique constitue-t-il un acte anormal de gestion ? CE 9^e et 10^e ch. du 8 avril 2026, n°499815, Sté CombinedPropertyHome Ltd
- Quelle précision sur les conditions d'application des dispositions encadrant la déduction des intérêts versés à l'étranger à raison de prêts intra-groupe ? CE 8^e et 3^e ch. du 10 avril 2026 n°503452
- Prix de transfert, art. 57 du CGI relatif au transfert indirect de bénéfices et détermination de comparables pertinents : quelle nouvelle précision jurisprudentielle ? CE 8^e et 3^e ch. du 7 mai 2026, n°496874, Société Engie
- Quel traitement TVA des ajustements de prix de transfert intragroupe ? CJUE du 13 mai 2026, aff.C-603/24, Stellantis Portugal SA

TVA

14H15-17H45



APRÈS-MIDI PRÉSIDÉE PAR :



Gilles BACHELIER
Président (H) de chambre
CONSEIL D'ÉTAT



Benoît BOHNERT
Président adjoint de la section des finances
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LES AVOCATS MEMBRES DE LA COMMISSION TVA DE L'IACF :



Élisabeth ASHWORTH
Avocate Associée
CMS FRANCIS LEFEBVRE AVOCATS



Olivier GALERNEAU
Avocat Associé
ALVAREZ & MARSAL

Loi de finances pour 2027

Actualité communautaire, législative et réglementaire

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- Quelles précisions quant aux conditions entourant le droit à déduction ? CJUE 9^e ch. du 12 mars 2026 aff. C-521/24 Aptiv Services Hungary
- Droit au remboursement de TVA malgré un dysfonctionnement technique, quel apport de CJUE 9^e ch. aff. C-527/24 du 12 mars 2026 Harry et Associés ?
- Quelles précisions quant à la clause de standstill de l'article 176 de la directive TVA ? CJUE 7^e ch. du 12 mars 2026 aff. C-515/24 Randstad España
- Quelle imposition des services de voyage en dehors de l'Union ? Changement de législation et clause de standstill de l'article 370 de la directive TVA, Tribunal UE 5^e ch. du 25 mars 2026, aff. T-221/25 TUI Belgium NV et autres

- Notion de bénéficiaire effectif pour les besoins de la TVA, quel apport de CE 8^e et 3^e ch. du 10 avril 2026, n°500369, American Express Carte France ?
- Intérêt de retard en matière de TVA, un taux légal forfaitaire est-il contraire au principe général de proportionnalité ? CJUE 1^{ère} ch. du 30 avril 2026 C-544/24, Nekilnojamajo turto valdymas BUAB
- Quel impact en matière de TVA des ajustements de prix de transfert intragroupe de CJUE 9^e ch. du 13 mai 2026, C-603/24, Stellantis Portugal S.A. ?
- Réglementation nationale incompatible avec le droit de l'Union européenne : la règle selon laquelle toute TVA mentionnée sur une facture est due s'applique-t-elle ? CE 9^e et 10^e ch. du 22 juillet 2026, n°509997

MARDI 26 JANVIER 2027

FISCALITÉ INTERNE DIRECTE

9H-17H45



JOURNÉE PRÉSIDÉE PAR :



Gilles BACHELIER
Président (H) de chambre
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LA PARTICIPATION
EXCEPTIONNELLE DE :



Laurence BROCHET
Group Tax Vice President
DASSAULT SYSTEMES SE



Hervé KRUGER
Expert-comptable
et commissaire aux comptes
MAZARS

AVEC LES MEMBRES DU CONSEIL D'ÉTAT :



Charles-Emmanuel AIRY
Maître des Requêtes,
rapporteur public



Céline GUIBÉ
Maître des Requêtes,
rapporteur public



Bastien LIGNEREUX
Maître des Requêtes,
rapporteur public



Romain VICTOR
Maître des Requêtes,
rapporteur public



Réda WADJINNY-GREEN
Maître des Requêtes,
responsable du Centre de recherches
et de diffusion juridiques
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LES MEMBRES DE LA
COMMISSION FISCALITÉ DES
ENTREPRISES DE L'IACF :



Vincent AGULHON
Avocat Associé
DARROIS VILLEY MAILLOT BROCHIER



Anne-Laure DROUET
Avocat Associé
DE PARDIEU BROCAS MAFFEI



Laurent OLLÉON
Avocat Associé
ORRICK HERRINGTON & SUTCLIFFE
(EUROPE) LLP

ET 2 MEMBRES DE LA
COMMISSION CONTRÔLE
ET CONTENTIEUX DE L'IACF



ACTUALITÉ LÉGISLATIVE & RÉGLEMENTAIRE Loi de finances pour 2027

ÉVOLUTIONS JURISPRUDENTIELLES

9h-15h45 BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX / IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

- Quelles conditions de déductibilité des management fees versés par une société à la holding personnelle de ses dirigeants ? **CE 9^e ch. du 12 février 2026 n° 500842, Société Kerac**
- La date du transfert du siège social dans un autre État membre affecte-t-elle l'imposition des plus-values latentes ? **CE 9^e ch. du 12 février 2026 n° 499238 Société NG Investissements**
- L'avocat dont les revenus relèvent des BNC est-il en droit de revendiquer la révision de l'imposition qu'il avait supportée l'année de l'encaissement de l'honoraire litigieux ? **CE 8^e et 3^e ch. du 16 février 2026, n° 499138**
- Quel enjeu de la déductibilité de dettes sociales payée après liquidation judiciaire ? **CE 8^e et 3^e ch. du 20 février 2026, n° 467483**
- Quelle précision sur les conditions d'octroi du report d'imposition prévu par l'article 151 octies du Code Général des Impôts ? **CE 8^e et 3^e ch. du 12 mars 2026, n° 503786**
- Les pertes sont-elles déductibles des résultats de la société en cas de détournement de fonds commis au détriment de la société ? **CE 9^e et 10^e ch. du 13 mars 2026, n° 499320 société V.L**
- La créance sur une filiale inscrite au débit du compte courant ouvert à son nom peut-elle être regardée comme une simple avance sans pouvoir être regardée comme une distribution ? **CE 9^e ch. du 26 mars 2026 n° 499606, Société Domaine de Massillan**
- L'assiette des taxes sur les réductions de capital liées aux rachats de ses propres titres par la société émettrice enfreint-il la Constitution ? **QPC du 27 mars 2026, 2026-1189, Société Carrefour et autres**
- Avances intra-groupes et filiale en difficulté : quelle méthodologie d'examen de leur caractère déductible ? **CE 8^e et 3^e ch. du 30 mars 2026 n° 499614, SA Groupe Adeo**
- Traitement différencié au regard de la CSG des plus-values exonérées d'IR par deux articles distincts du CGI : 151 septies et 238 quinquies, quelle avancée portée par **CE 8^e et 3^e ch. du 8 avril 2026, n° 506259** ?
- Une renonciation à recettes peut-elle être anormale en dépit de sa conformité à l'objet social ? **CE 9^e et 10^e ch. du 8 avril 2026, n° 499815, Société Combined Property Home Ltd.**
- Acquisition de fonds de commerce et transfert à titre gratuit des éléments incorporels : y a-t-il caractérisation de transfert occulte de clientèle ? **CE 9^e et 10^e ch. du 8 avril 2026, n° 497729, Société Bâtiment et Maisons en Isère**
- Quel traitement des « marges arrière » rémunérant des services spécifiques ? **CE 8^e et 3^e ch. du 10 avril 2026, n° 497524 et n° 499855, Société Kingfisher Investissements**

- Quelle évolution autour des titres à prépondérance financière dont la cession est exclue du régime des plus-values à long terme ? **CE 9^e ch. du 17 avril 2026, n° 500136, Société Thêta Participations**
- Prototypes, quelle éligibilité au CIR des dotations aux amortissements ? **CE 9^e et 10^e ch. du 17 juin 2026 n° 507371, Société Green Big**
- L'amendement Charasse, est-il applicable en cas d'augmentation de capital réalisée simultanément à l'acquisition de titres ? **CE 8^e ch. du 19 juin 2026, n° 502486, Société Lilas France**
- Quelle compatibilité des taxes sur les réductions de capital par annulation de titres rachetés avec la directive 2008/7/CE ? **CE 8^e et 3^e ch. du 6 juillet 2026, n° 508944, SA Carrefour**
- Fusion simplifiée et délai de dépôt de la demande d'agrément : quel apport de **CE 9^e et 10^e ch. du 7 juillet 2026, n° 503399, société SBA** ?
- Vers une remise en cause de la conformité à la directive mère fille de la taxe sur les salaires ? **CE 9^e et 10^e ch. du 7 juillet 2026, n° 508049, BNP Paribas**
- Abandon de créance et clause de retour à meilleure fortune, la réalisation des conditions d'une clause de retour à meilleure fortune fait-elle nécessairement naître un produit imposable pour le créancier ? **CE 9^e et 10^e ch. du 7 juillet 2026, n° 506015, société Sparflex**

16h-17h30 PROCÉDURES & CONTRÔLES FISCAUX

- Motivation de la proposition de rectification : un renvoi insuffisant ? **CE 9^e ch. du 12 février 2026 n° 503743**
- Quel délai de réclamation en matière de retenue à la source ? **CE 8^e et 3^e ch. du 16 février 2026 n° 500909**
- Facture fictive émise par un tiers : quelle précision du Conseil d'État sur les manœuvres frauduleuses et la connaissance ou non de leur caractère fictif ? **CE 9^e et 10^e ch. du 18 février 2026 n° 498332 Société Cap Nord 595**
- Agrément fiscal : un tiers peut-il en obtenir l'annulation ? **CE 9^e et 10^e ch. du 12 mai 2026 n° 500707**
- Accès aux comptes bancaires lors d'un contrôle fiscal : quelle précision sur la contestation de la conformité de la procédure ? **CE 9^e et 10^e ch. du 12 juin 2026 n° 513952**
- Dotations des collectivités : il y a-t-il application de la prescription quadriennale en cas de demande de dommages et intérêts résultant de la faute commise par les services fiscaux ? **CE 9^e et 10^e ch. du 17 juin 2026 n° 505451**
- Vérification de comptabilité, quelle évolution sur l'obligation de restitution des documents originaux même en cas de transmission spontanée par le contribuable ? **CE 8^e et 3^e ch. du 6 juillet 2026, n° 503370, SARL AXDIS**

MERCREDI 27 JANVIER 2027

MATINÉE AU CHOIX

9H-12H30

DROIT PATRIMONIAL

OU

FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

MATINÉE PRÉSIDIÉE PAR :



Gilles BACHELIER
Président (H) de chambre
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LA PARTICIPATION DE :



Pierre CENAC
Notaire Associé | C&C NOTAIRES



Jean-François DESBUQUOIS
Avocat Associé | FIDAL



Thomas MAERTENS
Notaire Associé | LACOURTE & ASSOCIÉS

Actualité communautaire, législative et réglementaire

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- Quelles précisions sur la donation au dernier vivant ?
Cass. 1^{re} ch. civ. du 4 février 2026 n° 23-20.817
- Quelles précautions prendre en cas de cession de titres démembrés ? **CE 8^e et 3^e ch. du 12 mars 2026 n°497808**
- Société à prépondérance immobilière : quelle portée de **Cass. com. du 6 mai 2026 n°24-22.185** sur l'assujettissement à l'ISF des non-résidents ?
- Un double niveau de sociétés interposées prive-t-il un immeuble de sa qualification de bien professionnel pour l'ISF ? **Cass. com. du 28 mai 2026, n°25-14.220**
- Modification d'un régime matrimonial, quelle opposabilité possible à l'administration fiscale ? **Cass. com. du 17 juin 2026, n°25-10.143**
- Donation de somme d'argent et création d'entreprise : quel traitement prévoir lors de la liquidation de la succession ?
Cass. 1^{re} civ., 1^{er} juill. 2026 n° 24-14.026
- Renonciation à succession : les donations reçues par l'héritier renonçant doivent-elles être fiscalement opposées à ses enfants venant par représentation ? **Cass. com. du 8 juillet 2026, n°25-13.219**
- Déclaration de succession : une sous-évaluation des biens suffit-elle à caractériser un manquement délibéré ? **Cass. com. du 8 juillet 2026, n°25-17.275**
- Avis du Comité de l'abus de droit fiscal : requalification de ventes immobilières en donations déguisées

MATINÉE PRÉSIDIÉE PAR :



Benoît BOHNERT
Président adjoint de la section des finances
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LES MEMBRES DE LA COMMISSION
FISCALITÉ IMMOBILIÈRE DE L'IACF



Betty TOULEMONT
Avocat Associé
TZA AVOCATS

Loi de finances pour 2027

Actualité communautaire, législative et réglementaire

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- Plus-value immobilière des non-résidents : quelle précision sur le pouvoir de rectification de l'administration ? **CE 9^e et 10^e ch. du 24 février 2026, n° 496482, Sté SARF Azur**
- Taxe de 3% sur la valeur vénale des immeubles : quelles modalités de communication des informations permettant l'exonération sont-elles exclusives l'une de l'autre ? **Cass. com. du 1^{er} avril 2026, n° 25-10.605**
- Impact fiscal d'un abandon de projet en SCI de construction-vente, quelle portée de **CE 9^e et 10^e ch. du 12 mai 2026 n° 499316** ?
- ISF et biens professionnels : l'existence d'un double niveau d'interposition fait-il obstacle à la qualification de parts d'une SCI comme biens professionnels ? **Cass. com. du 28 mai 2026, n°25-14220**
- Quelle validité des dispositifs anti-contournement assimilant les transferts de titres à des cessions immobilières ? **CJUE 1^{ère} ch. du 04/06/2026, C-837/24, Nova Iberomoldes**
- Autoliquidation de la TVA dans l'immobilier, quelle précision apportée par **CE 9^e et 10^e ch. du 24 février 2026 n°497507 Sté Net Therm France** ?

Fiscalité locale

- Quelle clarification sur la notion de local commercial dans la taxe sur les bureaux ? **CE 9^e et 10^e ch. du 18 février 2026, n° 501752, Société du Bois**
- CVAE : charge déduite ou non et remise en cause de la déductibilité d'une charge ? **CE 8^e et 3^e ch. du 12 mars 2026 n°497102, SA BNP Paribas**
- Quel assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés bâties en cas de construction réalisée par le locataire titulaire d'un contrat de crédit-bail ? **CE 8^e et 3^e ch. du 3 avril 2026 n°502179**
- Qualification d'établissement industriel pour la taxe foncière sur les propriétés bâties : un établissement revêt-il un caractère industriel si le rôle des installations techniques est prépondérant ? **CE 8^e et 3^e ch. du 10 avril 2026, n° 500530, Société Sogébaïl**

FISCALITÉ PATRIMONIALE

14H-17H30

APRÈS-MIDI PRÉSIDIÉE PAR :



Gilles BACHELIER
Président (H) de chambre
CONSEIL D'ÉTAT



Benoît BOHNERT
Président adjoint de la section des finances
CONSEIL D'ÉTAT

AVEC LES MEMBRES DE LA COMMISSION
FISCALITÉ DU PATRIMOINE DE L'IACF :



Éric CHARTIER
Avocat Associé | ALTITUDE AVOCATS



Jean-François DESBUQUOIS
Avocat Associé | FIDAL



Valérie SEBBAG
Avocat Associée | MAISON ECK

Loi de finances pour 2027

BOI-IR-CDHR-10 à BOI-IR-CDHR-30 : CDHR, quels apports du BOFiP du 30 juin 2026 ?

Évolutions jurisprudentielles communautaires et françaises

- L'apport d'un usufruit temporaire de parts sociales est-elle une cession à titre onéreux imposable dans la catégorie des revenus ?
CE 8^e et 3^e ch. du 30 mars 2026, n° 502243
- Apport de plusieurs participations à une holding : comment apprécier le seuil de soule de 10% pour conserver le report d'imposition de l'article 150-0 B ter ? **CE 8^e et 3^e ch. du 12 mars 2026, n° 503922**

- Actifs immobiliers de la holding : quel impact sur l'Impôt de solidarité sur la fortune de la détention de biens immobiliers par la holding ? **Cass. com. du 8 mai 2026, n° 25-12.946**
- Exonération Dutreil en matière d'ISF, quelle détermination du caractère excédentaire de la trésorerie d'une société opérationnelle ?
Cass. com., 28 mai 2026 25-12.612
- Holding animatrice et ISF : la détention d'actifs immobiliers permettant de respecter les ratios prudentiels suffit-elle à leur conférer un caractère professionnel ? **Cass. com., 28 mai 2026, n°25-12.946**



**POUR VOUS INSCRIRE
SCANNEZ CE QR-CODE**

ou rendez-vous sur le site www.efe.fr



Vous recevez cette information de la part de EFE.
Si vous ne souhaitez plus recevoir de sollicitations de la part d'EFE :
DPO - 18-24 rue Tiphaine, 75015 Paris ou correctionbdd@abilways.com.

Rejoignez EFE sur LinkedIn



EFE - Edition Formation Entreprise

INFORMATIONS PRATIQUES

DATES ET LIEU DE LA CONFÉRENCE

Lundi 25, mardi 26 et mercredi 27 janvier 2027
Marriott Champs-Élysées - Paris
70 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
ou à distance

Une convocation vous sera transmise 10 jours avant la date de la conférence

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

EFE - Département formation
18-24 rue Tiphaine, 75015 Paris
serviceclient@abilways.com - www.efe.fr - Tél. : 01 44 09 25 08

RENSEIGNEMENTS PROGRAMME

Posez vos questions à Alain BARBOT

Tél. : 07 77 28 49 33 • abarbot@efe.fr

PARTICIPATION (TVA 20 %)

TARIFS HT	NORMAL	EARLY*	IACF**
1 jour	1 195 € HT	1 075 € HT	795 € HT
2 jours	1 995 € HT	1 795 € HT	1 495 € HT
3 jours	2 695 € HT	2 425 € HT	1 895 € HT

* Tarif valable pour toute inscription reçue avant le 27/11/2026 (code REDUC10)

** Tarif réservé aux membres de l'IACF sur justificatif, non cumulable avec toute autre réduction

Ces prix comprennent les déjeuners, les rafraîchissements et les documents remis pendant la conférence

**les acteurs de
la compétence**

Membre de la Fédération
Les acteurs de la Compétence

